



Pyrénées 64 en lutte



2 rue Louis Blanc - 64000 PAU

ihs64@orange.fr

<https://ihs64.fr/index.php>



N° 9 - Janvier 2026

Nouvelle série (Bulletin N°85)

N° ISSN 3040-0406

Édito

COMBATTRE L'IMPÉRIALISME !

Alain Serre

Nous vivons en ce moment une accélération de l'histoire.

Dans la nuit du 2 au 3 janvier 2026, la ville de Caracas est bombardée par les forces étatsuniennes qui ont déployé au large des côtes un arsenal militaire imposant pour enlever le président Maduro et son épouse, faisant plus de 100 morts dans les combats qui ont eu lieu.

Trump prend possession du pétrole vénézuélien et en profite pour en priver la Chine qui s'approvisionne en quantité au Vénézuéla.

Au compte de l'impérialisme étatsunien en crise, dans une situation où la grande majorité des américains souffrent de la politique menée par Trump, ce dernier s'empare des richesses d'un autre pays et veut poursuivre son offensive coloniale en menaçant le Groënland, Cuba et la Colombie.

Aussitôt Netanayou, auteur du génocide contre le peuple palestinien, approuve cette offensive contre le peuple vénézuélien tout comme Macron et les autres pays européens valident par leur silence cette funeste opération. Zéliniski et Macron se sont félicités de la capture de Maduro, contraire au droit international et à la souveraineté des peuples.

Pour les impérialistes, il s'agit d'affirmer par la force leur domination politique et économique en pillant les richesses des autres pays tout en organisant les guerres et en soutenant le fascisme.

Zéliniski et Poutine veulent chacun préserver les intérêts des oligarques de leur propre pays dont ils sont des ardents défenseurs.

Face à l'accélération des offensives en cours, le mouvement ouvrier et syndical dans chaque pays a la lourde tâche de rassembler et mobiliser contre les guerres et génocides et d'agir fortement pour la paix, le cessez-le-feu à Gaza, en Ukraine et partout dans le monde où il y a des conflits.

En France, la CGT doit s'y employer avec détermination en luttant aussi contre le financement de la guerre.

Nous exprimons notre soutien inconditionnel au peuple vénézuélien et exigeons la libération immédiate de Maduro et de sa femme ainsi que leur retour au Vénézuéla.

Lénine nous a enseigné que « *l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme* » et aussi « *la réaction sur toute la ligne* ».

L'actualité met en lumière la justesse de ses analyses qui nous éclairent dans le combat que nous menons contre les méfaits de l'impérialisme.

Cette année, nous allons célébrer les 90 ans de 1936 et cette riche période du mouvement ouvrier français sera retracée tout au long de l'année dans votre revue « Pyrénées 64 en lutte », tant sur le plan national que départemental.

Nous formons le vœu que le souffle de 1936 rejaillisse sur les luttes actuelles et à venir.

Nous vous invitons dès à présent à participer à notre première conférence de l'année, le lundi 30 mars prochain à 18 heures, salle Bruno à Pau, qui est consacrée à la vie de Martha Desrumaux, une femme du nord, ouvrière, syndicaliste, communiste, déportée et féministe, en présence de l'historien Pierre Outteryck.

Enfin, tous nos adhérent·e·s sont invité·e·s à venir à notre assemblée générale le vendredi 20 février à 10 heures, à la maison Gascoin à Orthez, pour débattre de l'activité de l'Institut et élaborer le plan de travail pour l'année 2026.

Un moment d'échanges, de réflexions, de démocratie et de fraternité pour enrichir la qualité de vie de notre Institut qui poursuit son renforcement et souhaite que les militants de la CGT s'emparent de l'histoire sociale et du travail de l'IHS-CGT 64 pour être utile et aider à la construction de nouveaux combats victorieux.

IL Y A 90 ANS : 1936 ENTRE DANS L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS !

Alain Serre

DES DIVISIONS POLITIQUES ET SYNDICALES AU FRONT POPULAIRE

Au lendemain de la première guerre mondiale, la victoire de la révolution russe en 1917 puis l'expérience de l'Union sacrée et la scission de la SFIO donnant naissance au Parti communiste français en 1920 ravivent les clivages au sein du mouvement ouvrier orphelin de Jaurès.

Cette situation se répercute dans la CGT où les minoritaires organisés dans les Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR) voient leurs effectifs grossir, ce qui amène Léon Jouhaux, toujours à la tête de la CGT, à les exclure en septembre 1921. Les révolutionnaires vont constituer en juin 1922, au congrès de Saint-Etienne, la CGT Unitaire.

En peu de temps, le paysage politique et syndical s'est transformé sur fond de profondes divisions.

L'année 1923 est dominée par la politique du Bloc national qui réclame une stricte application des réparations exigées de l'Allemagne par le traité de Versailles. Poincaré ordonne l'occupation de la Ruhr le 11 janvier 1923 alors que le Parti communiste mène campagne pour la fraternisation entre soldats français et allemands. Sous la pression des alliés, la France doit se retirer et il s'ensuit une grave crise monétaire qui favorise le retour de la gauche. Le « cartel des gauches » gagne les élections et le gouvernement d'Édouard Herriot reçoit le soutien sans participation de la SFIO.

Pendant cette période, la concentration industrielle s'accroît, le travail à la chaîne se développe et beaucoup d'ouvriers rejoignent les rangs de la CGTU.

Le 24 octobre 1929 à la Bourse de New York, c'est le crash de Wall Street qui voit en une matinée les actions s'effondrer de plus de 20% et, quatre jours après, les cours auront chuté de plus de 40%. C'est l'éclatement d'une immense bulle spéculative qui gonflait le marché des actions depuis le début des années 20.

Ce « jeudi noir » a des conséquences catastrophiques pour l'économie américaine et cette déferlante va gagner peu à peu l'ensemble des économies industrielles en Europe.

La France est moins touchée que l'Allemagne mais la crise s'aggrave et le pouvoir fait le choix de l'austérité pour réduire les déficits publics. Le « moratoire Hoover » de juin 1931 interrompt le versement des réparations allemandes et accentue les difficultés économiques de la France.

La double fracture politique et syndicale entraîne l'affaiblissement des forces organisées du mouvement ouvrier mais la lutte des classes est toujours bien présente.

Une grève générale est organisée le 1^{er} août 1929 contre la guerre impérialiste, un conflit éclate chez Renault en 1932 puis une grève chez Citroën au quai de Javel l'année suivante pendant un mois, menée par Jean-Pierre Timbaud, contre la réduction des salaires. Mais les salariés en lutte n'obtiendront pas satisfaction.



Le suicide de l'escroc Serge Alexandre Stavinsky le 8 janvier 1934, très lié au Parti radical, entraîne des manifestations de l'extrême droite, qui veut exploiter le scandale pour en tirer un profit politique.

Le 6 février 1934, jour de l'investiture de Daladier, l'Action française et les Croix-de-Feu organisent des manifestations de rue violentes et veulent investir l'Assemblée nationale.

Devant ce danger fasciste, le mouvement ouvrier réagit aussitôt.

La CGT et la SFIO puis la CGTU et le Parti communiste appellent à manifester le 12 février et il y aura 450 cortèges dans toute la France.

À Paris, les deux manifestations se rejoignent place de la Nation et le même cri fuse parmi tous les manifestants ; « Unité, Unité », scandent des milliers de militants obligeant les dirigeants politiques et syndicaux à prendre la mesure de la volonté et de l'exigence unitaires de la base et à rompre avec une politique de division dont les masses ne veulent pas.



Ce jour ouvre la voie à la victoire prochaine du Front populaire, précédée de la réunification de la CGT au congrès de Toulouse en mars 1936.

La SFIO et le PCF signent un pacte d'unité d'action en juillet 1934 avant que ne se constitue le Rassemblement populaire qui regroupe une centaine d'organisations et d'associations dont la SFIO, le PCF, la CGT et la CGTU.

Les décrets Laval imposent à l'été 1935 une réduction de 10% des dépenses publiques, y compris les salaires des fonctionnaires, les pensions et les rentes.

La dépression économique frappe de plein fouet la classe ouvrière et le nombre de chômeurs passe de 450 000 en 1931 à 860 000 en 1936.

La crise la plus profonde est dans la métallurgie et 400 000 travailleurs immigrés sont renvoyés dans leur pays d'origine entre 1931 et 1936.

Le patronat, face à la chute des profits, accélère la mise en place du taylorisme au détriment des conditions de travail, comme chez Renault et Berliet, qui sont en ce domaine des précurseurs.

La CGT et la CGTU dénoncent l'augmentation des cadences, la déqualification des ouvriers, l'augmentation des contrôles et les licenciements.

De fait, un fort mécontentement grandit dans toute la France.

Le Rassemblement populaire prépare une forte mobilisation le 14 juillet 1935 et organise des Assises pour la paix et la liberté qui rassemblent 10 000 délégués qui proclament leur attachement à la République et leur volonté de rejet du fascisme.

En janvier 1936, le Rassemblement populaire se dote d'un programme commun et les congrès respectifs de la CGT et de la CGTU actent le processus de réunification, déjà engagé au cours de l'année 1935 chez les cheminots et les VRP.

DU PROGRAMME DU FRONT POPULAIRE À LA VICTOIRE

Le Front populaire est composé des deux partis ouvriers de l'époque, la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) et le Parti communiste français qui s'allient avec le Parti radical, lié à la bourgeoisie et à la défense de ses intérêts, ce qui ne peut que limiter le contenu du programme et les ambitions de transformation sociale.

Ce programme, dont le titre « Pain, paix et liberté » évoque les enjeux du moment, est adopté le 11 janvier 1936 en vue des élections législatives prévues en avril et mai.

Sur le plan électoral, les partis signataires s'engagent à reporter leurs voix sur le candidat du Front populaire le mieux placé au premier tour pour avoir le plus de députés élus possible.

Le programme se prononce pour la défense de la démocratie et des libertés syndicales, pour la réduction du temps de travail, des augmentations de salaire et l'amélioration des protections sociales, dans l'objectif d'instituer un fonds national de chômage et un régime de retraite suffisante pour les vieux travailleurs.

Il est prévu aussi de revenir sur les mesures Laval ayant engendré une baisse des salaires dans la fonction publique et la chute du niveau des retraites et des rentes.

Sur le plan social, ce programme est un compromis entre les états-majors des partis qui ne remet pas en cause les fondements du capitalisme, mais aussi le fruit d'une interaction avec une dynamique revendicative portée par les salariés, qui prend toute sa force.

Ce programme prévoit aussi un assainissement de la vie publique, des mesures concernant la liberté de la presse, la liberté de conscience à l'école, la défense de la paix et une commission d'enquête sur les territoires coloniaux qui n'est pas de nature à remettre en cause la politique colonialiste de la France.

Les travailleurs veulent le changement et vont voter massivement pour les candidats du Front populaire les 26 avril et 3 mai 1936.

Il n'y a pas de raz-de-marée mais une victoire claire du Front populaire qui obtient 386 élus sur 608, disposant ainsi d'une majorité à l'Assemblée nationale pour gouverner.

La SFIO obtient 149 députés contre 129 en 1932, le Parti communiste 72 contre 12 et le Parti radical 109 contre 157, auxquels s'ajoutent 56 portant l'étiquette divers gauche.

Les deux partis ouvriers, la SFIO et le PCF progressent et le Parti radical perd des positions, ce qui démontre la nature de classe du vote exprimé par la population laborieuse.

Léon Blum devient le nouveau président du Conseil et le Parti communiste décide de soutenir le gouvernement sans y participer.

LA RÉUNIFICATION DE LA CGT

Le chemin fut long et compliqué pour aboutir à la réunification depuis la scission de 1922.

Depuis le 12 février 1934, la force de l'unité d'action a fait ses preuves et la majorité des militants de la CGT et de la CGTU aspirent à militer ensemble dans un même syndicat.

Le 9 juin 1934, la CGTU adresse des propositions d'unité d'action à la CGT et des échanges par courrier permettent d'établir les désaccords persistants et d'entamer une réflexion sur les rapprochements possibles.

La Fédération autonome des fonctionnaires souhaite s'inscrire dans ce processus et elle viendra renforcer la CGT en 1936.

Le 9 octobre 1934, se déroule une rencontre entre les deux confédérations mais à l'issue de la discussion, l'unification organique n'est pas établie.

La CGTU propose de constituer des syndicats uniques comme le pratiquent déjà les cheminots dans quelques syndicats depuis quelques mois.

Le 4 novembre, le projet de loi interdisant le droit de grève pour les fonctionnaires incite la CGT des services publics à proposer l'étude d'un rapprochement avec leurs camarades de la CGTU.

Plusieurs syndicats de cheminots fusionnent en 1935 ainsi que le syndicat national CGT des VPR avec celui de la CGTU.

Mais le début de l'année 1935 est marqué par un gel des relations entre les deux confédérations car l'Internationale communiste veut que la CGTU poursuive un travail de fraction au sein des syndicats réunifiés.

Le CCN de la CGT renouvelle sa volonté de réaliser l'unité dans « l'indépendance absolue et totale du mouvement syndical » et finalement en juin, la direction du Parti communiste annonce sa décision de renoncer au travail fractionniste dans les organisations syndicales.

Face aux attaques de Laval, la CGT et la CGTU publient une déclaration commune à propos de l'unité syndicale, de l'indépendance du syndicalisme et de l'interdiction des fractions.

Le 20 août, les commissions administratives des deux confédérations tiennent une réunion commune dans le but de préparer les

discussions sur l'unité syndicale, prévues dans chacun des congrès des deux organisations qui se tiennent simultanément du 24 au 27 septembre 1935.

Le congrès de la CGT vote à l'unanimité une proposition d'unification des syndicats sous la surveillance des fédérations et unions départementales, ce que valide le congrès de la CGTU, tout en faisant part de son désaccord sur les modalités proposées par la CGT sur les élections des membres de la commission administrative et du bureau confédéral, considérant que c'est le congrès de réunification qui doit en décider, ce que finalement les confédérés vont accepter.

La question de l'affiliation internationale à la Fédération syndicale internationale (FSI) ou à l'Internationale syndicale rouge (ISR), qui fait débat, est sagement reportée au congrès de réunification afin de ne pas entraver la dynamique unitaire en cours.

Les deux congrès se terminent en séance commune des congressistes à la Mutualité où Racamond pour les unitaires et Jouhaux pour les confédérés saluent l'unité réalisée et le renforcement en cours du mouvement syndical. Dans la foulée, la Fédération autonome des fonctionnaires demande à rejoindre le processus unitaire engagé.

Le principe de la réunification est acquis mais sa mise en œuvre n'est pas simple et des difficultés demeurent dans certaines fédérations. Il s'achèvera fin février 1936.

Le congrès de réunification a lieu à Toulouse du 2 au 5 mars 1936 et les délégués représentent 3689 syndicats.

A l'ordre du jour, les structures et statuts de la CGT ainsi que l'action revendicative de la confédération.

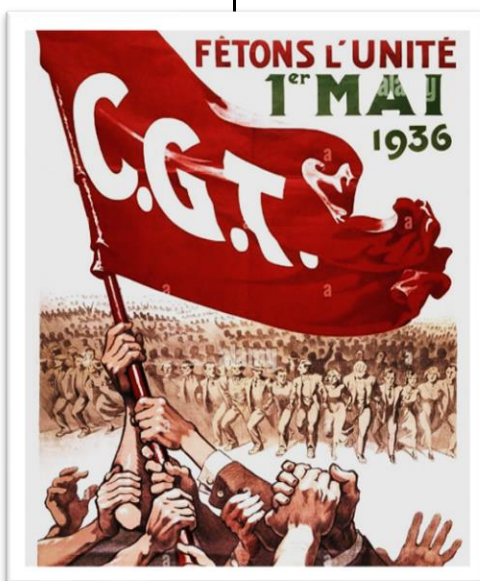
Les ex-confédérés sont majoritaires et le choix de l'affiliation internationale à la FSI est voté à 61 % tandis que l'incompatibilité entre les mandats politiques et syndicaux recueille 68 % des voix.

Le programme de la CGT et du Rassemblement populaire sont déclarés complémentaires et les congressistes approuvent « une collaboration momentanée avec les partis lorsque les circonstances l'exigent ».

A l'issue de ce congrès, Léon Jouhaux est réélu secrétaire général et deux ex-unitaires, Frachon et Racamond, sont élus au bureau confédéral.

La réunification de la CGT est la conséquence de l'évolution des rapports entre la SFIO et le PCF mais elle est surtout le fruit de la volonté des militants qui ont pendant de longs mois construit une dynamique unitaire à la base dans les syndicats.

L'unité ouvrière et syndicale réalisée sera une force déterminante dans les luttes à venir qui font partie du patrimoine de notre histoire sociale.



La suite de cet article sera publiée dans le N° 10

LES PRÉCURSEURS DU SOCIALISME AU 19^{ème} SIÈCLE

LA RUE DES UL ET UD CGT DE PAU

LOUIS BLANC (1811 – 1882)



Louis Blanc - Collection Jaquet

Journaliste, historien et homme politique, fils d'un inspecteur général des Finances du roi Joseph Bonaparte. Étudiant à Rodez puis à Paris, précepteur chez un industriel moderniste d'Arras, journaliste à Paris dès 1834, Louis Blanc collabora au *National* et au *Bons Sens*, et défendit les insurgés du procès d'Avril (1835).

En 1839, il fonda la *Revue du Progrès* et écrivit *l'Organisation du travail*. Il se prononce contre la concurrence, et pour un régime d'association organisé par l'État avec des « ateliers sociaux » où les salaires seraient égaux et les chefs élus dont il reprit les principales idées dans le *Droit au travail* (1848), après les avoir développées en outre dans la *Revue indépendante* qu'il édita de 1841 à 1848 avec Pierre Leroux et George Sand. Son *Histoire de dix ans, 1830-1840* (5 volumes de 1841 à 1844) était un réquisitoire contre le maintien de l'ordre par la corruption du régime de Louis-Philippe. *L'Histoire de la Révolution française* (12 volumes publiés de 1847 à 1862, rééditée en 1868) étudie non seulement les événements, mais leurs répercussions sociales.

Membre du Gouvernement provisoire en 1848, président de la Commission des travailleurs siégeant au Palais du Luxembourg (28 février), il fit décider la limitation de la journée de travail et créer des bureaux de placement. Il fut à l'origine des « ateliers nationaux » mais ne put les organiser selon ses conceptions. Accusé à tort d'avoir provoqué l'émeute du 15 mai, Louis Blanc s'exila. Il fut condamné par contumace à la déportation par le tribunal de Bourges (7 mars 1849). Il refusa l'amnistie de 1859 et ne rentra en France qu'en septembre 1870.

D'Angleterre, correspondant du *Temps*, il faisait parvenir ses *Lettres de Londres* (10 volumes); c'est à cette époque qu'il écrivit une *Histoire de la révolution de 1848*.

Rentré en France, élu – en tête, avant Victor Hugo – à l'Assemblée nationale, il condamnera la Commune, attaquera la Constitution de 1875 mais verra diminuer son influence politique.

J. Vidalenc, Louis Blanc, Paris 1948. Sources : Histoire de la France contemporaine – Tome III – Édition Sociale /L.C.D. 1969 - Biographie plus complète Maitron en ligne dictionnaire biographie du Mouvement ouvrier Français



Les locaux de l'UD et de l'UL, rue Louis Blanc à Pau

LES ACTIVITÉS DE L'IHS CGT 64 EN FIN D'ANNÉE 2025



La CGT face au colonialisme avec Alain Ruscio - 22 octobre 2025



Salon du livre de Pau - Novembre 2025



130 ans de la CGT à Bayonne - Décembre 2025

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2026

Chères et chers camarades,

En ce début d'année 2026, je vous présente au nom de l'IHS CGT 64 nos meilleurs vœux de santé, de bonheur, de paix et de démocratie dans le monde et de luttes victorieuses contre les ravages de l'impérialisme, du colonialisme, et de la politique menée en France par Macron et le patronat.

L'histoire sociale démontre dans la période actuelle toute sa place et son rôle dans l'activité syndicale et la poursuite du renforcement de notre Institut concrétise l'activité intense que nous avons menée en 2025. Nous vous invitons à participer à notre

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, LE VENDREDI 20 FÉVRIER 2026 à 10 H,
MAISON GASCOIN, 2 RUE GASCOIN, à ORTHEZ**

Ordre du jour :

- Rapport moral et d'orientation présenté par Alain Serre – Débat et vote
- Rapport financier présenté par Jean Claude Malé – Débat et vote
- Points divers

Cette réunion sera suivie d'une **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**

Ordre du jour :

- Mise à jour des statuts (changement d'adresse) – Débat et vote

**UN REPAS FRATERNEL EST ENSUITE PROPOSÉ
AINSI QU'UNE VISITE DU MUSÉE JEANNE D'ALBRET DANS L'APRÈS MIDI.**

Votre participation doit enrichir nos échanges et la qualité de nos initiatives. Nous invitons chaque adhérent·e à titre individuel à nous confirmer sa présence à l'aide du coupon réponse et chaque organisation adhérente à en faire de même en nous confirmant la participation d'un·e camarade la représentant.

**NOUS INVITONS CHAQUE ORGANISATION ADHÉRENTE À ASSURER AINSI SA PRÉSENCE
PARTICIPEZ TOUTES ET TOUS À LA VIE DE VOTRE INSTITUT**

Vous trouverez joints au présent envoi la carte d'adhésion 2026 et une enveloppe timbrée pour nous renvoyer le talon de la carte rempli accompagné de votre chèque ainsi que le coupon réponse indispensable à la bonne organisation de la journée.

Vous pouvez régler l'adhésion par virement à **INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE**, sans oublier d'utiliser l'enveloppe timbrée pour nous adresser le talon de la carte rempli et le coupon réponse (voir l'IBAN au verso).

VOTRE SOUTIEN ACTIF EST INDISPENSABLE POUR ÊTRE À LA HAUTEUR DE NOS TÂCHES

Restant à votre disposition pour tout échange et dans l'attente de vous rencontrer le 20 février à Orthez, je vous adresse mes fraternelles et amicales salutations.

Alain Serre, Président



MERCI DE NOUS RENVOYER CE COUPON RÉPONSE PAR COURRIER OU PAR MAIL

NOM - PRÉNOM

ou **ORGANISATION**

sera présent·e à l'assemblée générale du vendredi 20 février 2026.

coordonnées du camarade qui représente votre organisation :

souhaite participer en visioconférence

participe au repas

Participation : 10 €

participe à la visite culturelle

ne sera pas présent·e et donne pouvoir à

pour voter en mes lieux et place

À

le

Signature :

L'Institut CGT des Pyrénées Atlantiques vous invite à une **CONFÉRENCE - DÉBAT**

LE LUNDI 30 MARS 2026 À 18 H
Salle Bruno, 8 place Jean Baptiste Bareille à Pau

MARTHA DESRUMAUX

**UNE FEMME DU NORD
OUVRIÈRE,
SYNDICALISTE,
COMMUNISTE,
DÉPORTÉE ET
FÉMINISTE.**

**En présence de
l'historien
PIERRE OUTTERYCK
auteur de nombreux
ouvrages sur cette
militante
exceptionnelle.**



**VENEZ DÉCOUVRIR LA VIE DE MARTHA DESRUMAUX
QUI EST UNE PAGE DE NOTRE HISTOIRE SOCIALE
PARTICIPEZ NOMBREUX AVEC VOS AMIS ET CAMARADES
ET AMENEZ DES JEUNES MILITANTS**

Bulletin d'adhésion 2026

Nom et prénom :
ou intitulé du syndicat

Adresse :

Courriel :

Téléphone :

Adhésion individuelle

- 17 € - Cotisation de base avec l'abonnement
à « Pyrénées 64 en lutte »
- 31 € - Cotisation + abonnement à la revue
« Aperçus »
- 44 € - Cotisation + abonnement à la revue
« Aperçus »
et aux « Cahiers d'histoire sociale »

Adhésion collectives (syndicats - associations)

- 70 € - moins de 50 adhérents
- 80 € - de 50 à 100 adhérents
- 90 € - unions locales et + de 100 adhérents
- 100 € - union départementale

La cotisation comprend l'abonnement à « Pyrénées 64
en lutte » à la revue « Aperçus » et aux « Cahiers
d'histoire sociale »

Paiement par chèque à l'ordre de l'IHS CGT 64, en espèces,
ou par virement sur le compte du Crédit mutuel (l'IBAN vous sera fourni sur demande)